

1. Intitulé du projet

Travaux d'aménagement d'une déchèterie neuve et d'un tourne à gauche sur la R.D.110E1 - commune de Villetelle

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale Communauté de Communes du Pays de Lunel

N° SIRET 24320052000165

Forme juridique Communauté de communes

Qualité du
signataire Claude ARNAUD, Président

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone 04.67.83.87.00

Adresse électronique

N° voie

152

Type de voie Chemin

Nom de voie des Merles

Lieu-dit ou BP

Code postal 34403

Commune LUNEL

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☒

Monsieur ☐

Nom, prénom BAILLAUD Anne

Société NALDEO

Service Environnement

Fonction Chargée d'études

Adresse

N° voie

4

Type de voie chemin

Nom de voie de l'Ermitage

Lieu-dit ou BP

Code postal 25000

Commune Besançon

N° de téléphone 03.81.52.38.38 Adresse électronique anne.baillaud@naldeo.com

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie Type de voie Nom de la voie Chemin de Lunel

Lieu-dit ou BP

Code postal 34400 Commune Villetelle

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

La Communauté de communes du pays de Lunel assure la gestion de trois déchèteries, situées sur les communes de Lunel, Marsillargues et Saturargues. Les déchèteries de Lunel et Marsillargues sont en cours de rénovation et de remise aux normes. Les travaux seront terminés en septembre 2019.

La déchèterie de Saturargues, quant à elle, doit être déplacée, pour répondre aux exigences d'intégration paysagère et permettre le développement d'un projet privé qui assurera la gestion des déchets professionnels.

Il est donc prévu 11 bennes et des emplacements pour des bennes de réserve (quatre emplacements) plus une zone de stationnement pour un PACKMAT :

- 1 benne bois,
- 1 benne végétaux,
- 1 benne cartons,
- 1 benne éco-mobilier,
- 1 benne plâtre,
- 2 bennes encombrants incinérables,
- 2 bennes gravats,
- 1 benne verre,
- 1 benne encombrants non - incinérables.

Les besoins en haut de quai pour la collecte des déchets sont les suivants :

- Local pour les ressourceries (environ 30 m²),
- Local pour les DMS (environ 30 m²),
- Abri (environ 45 m²) pour la récupération des piles, cartouches d'encre, ampoules, huiles végétales, huiles minérales (2 bornes), batteries.
- 2 bornes pour la collecte du verre,
- 2 bacs jaunes pour la collecte des emballages

Des locaux pour le personnel seront également implantés :

- Guérite à l'extérieur de l'emprise clôturée (environ 3 m²),
- Local gardien (environ 20 m²),
- Local personnel (environ 40 m²) avec vestiaire, sanitaires et un espace de repos avec coin cuisine.

Les travaux concernent, la création de locaux destinés à l'exploitation du site avec les locaux :

- GUERITE à l'extérieur du site pour l'accueil des usagers,
- GARDIEN à l'intérieur du site pour superviser les flux usagers/exploitants,
- PERSONNEL pour le repos lors des pauses, la restauration et les sanitaires,
- RESSOURCERIE à l'intérieur du site pour mise à dispositions de l'association qui gère ce service,
- DMS pour le stockage des déchets ménagers spéciaux.

Hormis le local DMS, tous ces locaux seront chauffés/rafraîchis et répondront à la réglementation thermique 2012.

Les travaux concernent également :

- Les terrassements généraux en déblais/remblais pour la création de l'arase de terrassement,
- La création d'une chaussée lourde de desserte adaptée au trafic poids-lourds,
- La création de tous les réseaux hydrauliques :
 - o Alimentation en eau potable : Création d'un forage avec pompage d'exhaure, potabilisation et surpresseur
 - o Eaux usées : Système d'assainissement autonome,
 - o Eaux pluviales : 2 réseaux de collecte distincts :
 - § Eau de toiture,
 - § Eau de voirie,
 - § Bassin d'écroulement, confinement et infiltration.
- La création de tous les réseaux secs : énergie, éclairage, commande et télécommunication.
- La fourniture et la mise en place des murs quai pour la mise en place des bennes de collectes,
- La fourniture et la mise en place de tous les équipements nécessaires tels que les :
 - o Garde-corps,
 - o Guide-berces,
 - o Dispositifs de défense des quais,
 - o Portique limitant le gabarit,
 - o Escalier de communication haut/bas de quai .
- La fourniture et la mise en place de tous les éléments de signalisation de police verticale et horizontale,
- La fourniture et la mise en place de tous les éléments de signalétiques déchets,
- La fourniture et la mise en place des dispositifs de clôture et portails d'accès au site,
- La création d'un tourne-à-gauche depuis la RD vers la déchetterie adapté au trafic en lien avec les services de l'état (CD34).

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☒

Site existant ☐

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2710	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 1 - Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets	La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant de 3.25t.	DC
	susceptibles d'être présents dans l'installation : b) supérieure ou égale à 1t et inférieure à 7 t (DC)		
2710	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 2 - Collecte de déchets non dangereux : le volume de déchets	La quantité de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant de 350 m3.	E
	susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) supérieur ou égale à 300 m3 et inférieur à 600 m3 (E)		

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/linformation-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne recoupe pas de ZNIEFF, mais se situe à proximité de la ZNIEFF de type I "Garrigues d'Ambrussum" et à 1.7 km de la ZNIEFF de type II "Cours du Vidourle de Salinelles à Gallargues".
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PPBE a été approuvé par arrêté préfectoral du 29 juin 2015.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zones humides les plus proches ayant fait l'objet d'une délimitation se situent à 1.7 km à l'Est du projet. Elles sont associées à l'expansion des crues du Virdoule.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Villetelle dispose d'un Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) approuvé le 15/06/2009 et qui concerne le Moyen Virdoule. Le projet ne se situe pas en zone d'inondation par débordement.
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'après l'ARS, le projet ne se situe pas à l'intérieur d'un périmètre de protection rapproché ou éloigné.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet se situe à 1.7 kilomètres à l'Ouest du site Natura 2000 "Le Vidourle" FR9101391.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'étude géotechnique indique qu'il est peu probable que des venues d'eau apparaissent en fond de fouille ou de terrassement, elles dépendront des conditions météorologiques. Il n'est donc pas prévu de pompage. Cependant, l'absence de réseau eau potable à proximité du projet induit la réalisation d'un forage et donc d'un pompage pour l'AEP.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le sol d'assise devra être constitué en tout point par le substratum calcaire et marneux beige à gris bleu très compact et induré. Toute poche de sol douteux, (argile, limon, remblai...), de moindre consistance devra être purgée. La surprofondeur sera rattrapée par remplissage au gros béton.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera le décapage des terres végétales sur l'ensemble des parcelles concernées par le projet. Celles-ci sont actuellement occupées par une végétation de type garrigue. Aucune espèce invasive n'a été observée lors de la visite de site.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'aura pas d'impact sur le site Natura 2000 FR9101391 "Le Vidourle", car aucun lien n'est établi avec le projet. Aucun habitat et/ou espèce d'intérêt communautaire n'a été observé lors de la visite de site. Les rejets d'eaux pluviales seront traitées au niveau du projet.
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet s'implante sur une parcelle naturelle. Le projet aura une superficie de 12 638 m².
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet peut être générateur de pollution accidentelle. Toutefois, un système de confinement de cette pollution sera mis en place (vannage du système d'eaux pluviales). De plus, il est possible que le projet soit générateur d'incendie, mais celui-ci sera confiné aux bennes concernées
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Villetelle est concernée par les risques : Feu de forêt, Inondation, Séisme : zone de sismicité 2, Transport de marchandises dangereuses

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Certains déchets acceptés peuvent représenter un risque sanitaire : produits dangereux.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le trafic induit par la déchèterie comprend les VL des habitants et des professionnels apportant leurs déchets ainsi que les PL récupérant les bennes pleines et apportant les bennes vides. Le trafic sur cette portion de RD ne sera pas modifié.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le dépôt et l'enlèvement des bennes est générateur de bruit. Il en est de même pour le remplissage de celles-ci. Les habitations les plus proches se situent à plus de 100 mètres de la déchèterie. Toutefois, ces nuisances seront réalisées lors des horaires d'ouvertures de la déchèterie. L'ambiance sonore initiale du site est en partie influencée par la circulation sur l'A9 et la RD.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur le site en situation normale, seuls les déchets d'espaces verts sont susceptibles de provoquer des dégagements odorants. Cette situation ne se produit que lorsque les déchets ont un temps de séjour trop long ou lors des périodes de réception de déchets de tontes de pelouses. Au total, ce sont trois bennes qui accueilleront ce type déchets.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucun broyeur n'est prévu sur le site de la déchèterie.
Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Emissions	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des candélabres seront installées et engendreront des émissions lumineuses. Les candélabres ne seront allumés que pendant les horaires d'ouverture du site (fin d'après-midi l'hiver) et éteint la nuit.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les émissions liées à l'exploitation du site pourront être de plusieurs ordres : poussières issues de la circulation et de la manipulation des déchets propres et secs, émissions de polluants atmosphériques dues au gaz d'échappement des véhicules et envois d'éléments légers.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les rejets d'eaux pluviales seront traités au niveau du projet. Les eaux seront collectées puis dirigées vers un débourbeur/deshuileur puis vers un bassin de rétention.
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet engendrera des effluents de type domestique. Un système autonome sera présent sur le site pour le traitement de ces effluents.
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet collecte des déchets non dangereux, inertes ou dangereux, mais il n'en produit pas.

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'engendre pas de modification sur les activités humaines.

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

Après consultation de l'avis de l'autorité environnementale au titre des projets publiés sur le site internet de la DREAL Occitanie, aucun projet en cours d'instruction ne se situe sur la commune de Villetelle et ce depuis 2017.

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les mesures sont présentées au point 9 (Commentaires libres).

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

En fin d'exploitation, le site pourra être remis en état :

Démantèlement des équipements avec pour objectif une valorisation maximale et démolition ou réutilisation des bâtiments pour d'autres activités ; Élimination des produits en fin d'exploitation vers des installations dûment autorisées ; Traitement des rétentions, des canalisations ; Inspection visuelle des sols pour s'assurer de l'absence de pollution accidentelle. Si nécessaire, une évaluation simplifiée des risques avec campagne de prélèvements et d'analyses sera réalisée ; Conservation des plantations en place avec éventuellement ajout de nouvelles.

Après le démantèlement des installations, le site ainsi libéré pourra accueillir des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs, conformément au zonage du PLU.

9. Commentaires libres

Lors de la réalisation des travaux, d'éventuelles perturbations peuvent et devront être évitées par l'adoption des modalités constructives suivantes : décaissement juste avant les terrassements et limitation de ce décapage à la stricte emprise des travaux ; interdiction de tout rejet dans le milieu naturel lié à l'entretien des engins, mise en place d'aires étanches ou de bacs de rétention pour le stockage des engins et du carburant. L'entreprise précisera dans un plan d'action les modalités à entreprendre en cas de pollution accidentelle. Un réseau d'eaux pluviales collectera les eaux de ruissellement puis les dirigera vers un déboureur/deshuileur et un bassin d'écèlement puis le bassin d'infiltration Nord de la zone d'activité. En cas de pollution accidentelle ou d'incendie sur site, une vanne d'isolement sera mise en place afin de stocker les eaux polluées dans le bassin d'écèlement. Pour éviter la dégradation biologique des déchets verts (émissions odorantes), le temps de séjour sur le site sera réduit au maximum.

10. Engagement du demandeur

A Lunel

Le 25/11/2019

Signature du demandeur


Le Président
de la CC du Pays de Lunel,
Maire de Lunel,
Claude Arnaud

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :	
P.J. n°14. - La description : - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. *[11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. *[12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
PJ n°14 : Gestion des eaux pluviales	